

LE FIL ROUGE

prix
libre



SOMMAIRE

- >> Page 2 : Actualité - Réforme E3C : encore plus d'inégalités et d'injustice sociale
- >> Page 3 : International - Un diaporama et un podcast solidaires des luttes du Burkina
- >> Page 4 : Évènement - Travail de solidarité - la lutte du peuple burkinabè mise à l'honneur

COMBATTONS LE SYSTÈME CAPITALISTE-IMPÉRIALISTE, RESPONSABLE DE LA MISÈRE, DES GUERRES ET DES CRISES SANITAIRES !

Depuis des décennies, la destruction des services publics ne cesse de s'accélérer. Suppression de postes, de lits, de matériel... Ce n'est pas pour rien s'il y a tant d'inquiétude aujourd'hui sur les capacités à faire face à cette crise sanitaire inédite! Macron a voulu aller encore plus vite et encore plus loin dans le secteur de la santé comme dans tous les autres : transport, éducation, recherche... Avec une ligne conductrice très claire : priorité aux lois du marché et du profit, au détriment des usagers, c'est-à-dire de toute la société, et plus particulièrement des jeunes, des femmes, des précaires et des retraités.

Depuis des mois les personnels de santé revendiquent par tous les moyens possibles (manifestations, grèves, etc.) une amélioration des conditions et des moyens de travail et de soins afin de répondre aux besoins des patients. Après avoir, pendant des mois, refusé d'entendre ces revendications, Macron et le gouvernement osent désormais nous dire que « la santé n'a pas de prix » et « qu'il faut prendre soin des plus vulnérables », de « nos aînés ». Pourtant, il y a encore quelques semaines, il voulait, avec son premier ministre, imposer la réforme des retraites à coup de 49.3 !

Ils osent nous dire qu'il faut donner plus de moyens aux scientifiques et aux chercheurs, pourtant la nouvelle loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) pousse encore un peu plus loin la libéralisation de l'université et de la recherche rendant ces derniers au service du marché.

On a, devant nos yeux, un système capitaliste qui est capable de sortir des milliards pour des guerres impérialistes, pour sauver les banques et les entreprises, mais qui est incapable de garantir l'accès minimum aux masques et gels hydro-alcooliques pour celles et ceux qui soignent, transportent, accompagnent les malades et les personnes en situation de fragilité.

Incapable de garantir des moyens de protection pour toutes les femmes et les hommes qui se mettent en danger quotidiennement pour livrer des colis, faire tourner les caisses des supermarchés... Ce n'est pas un hôpital militaire de centaines de lits qui va sauver le Grand-Est de la catastrophe sanitaire qui se généralise sur tout le pays. Il aurait été beaucoup plus judicieux

d'alimenter les hôpitaux publics par les moyens nécessaires au lieu de déployer des dispositifs de guerre et de les utiliser pour nous vendre une image positive de l'armée.

Pour beaucoup d'entre nous, c'est l'inconnu total entre prise de risque et télétravail, chômage technique et chômage tout court. Après la déclaration de « guerre » de Macron contre le virus, les mesures prises par le gouvernement ouvrent la porte encore plus largement au chantage et à la surexploitation, notamment pour les précaires, les jeunes, les sous-traitants, les livreurs, travailleurs de la grande distribution ... qui sont bien souvent sans aucune protection et qui sont les premières cibles de ces abus. Leurs employeurs (Amazon, Carrefour, Auchan,...) n'assument bien souvent pas leur responsabilité légale qui est d'assurer la sécurité des salariés alors qu'ils sont parfois au contact de centaines de personnes par jour! Nous leur envoyons tout notre soutien.

Aujourd'hui, les mesures en train d'être adoptées sont une véritable déclaration de guerre aux acquis sociaux (limitation du temps de travail, acquisition de congés payés et liberté d'en disposer,...). Annoncées pour être provisoires, le temps de relancer l'économie, ces mesures sont un véritable plan de sauvegarde des profits et la promesse d'en réaliser encore plus à l'avenir, en augmentant encore l'exploitation.

Nous refusons de payer les conséquences de cette crise. Nous saluons le travail héroïque mené par les équipes soignantes. Nous nous engageons à développer nos luttes par tous les moyens avec les secteurs qui résistent et qui s'organisent pour revendiquer plus de moyens pour la santé, l'éducation et la culture. Nous sommes solidaires avec les lycéens et les enseignants qui combattent la réforme de Bac qui va encore accentuer la sélection et les inégalités sociales.

Nous continuons à contester et avec force le Service National Universel (SNU) qui s'adresse aux lycéens et qui vise à embrigader idéologiquement la jeunesse dans la défense de la « nation » et des guerres impérialistes. C'est contre ce système, le système capitaliste impérialiste qu'il faut que se lève la jeunesse révolutionnaire !

Réforme du Bac (E3C)

ENCORE PLUS D'INÉGALITÉS ET D'INJUSTICE SOCIALE

La réforme du Bac, dite épreuves communes de contrôle continu (E3C) a été proposée par le ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer en 2018 (il faisait partie des promesses d'Emmanuel Macron pendant sa campagne présidentielle) et elle est appliquée depuis septembre dernier pour les élèves de première. Les grandes lignes de la réforme reposent sur la suppression de séries en voie générale (options L, ES et S) qui vont être remplacées par des parcours choisis par chaque lycée en lien avec les « discipline de spécialité ». Trois disciplines seront choisies en classe de première et deux en terminale. Parmi ces spécialités on trouvera : arts, mathématiques, biologie et écologie, numérique et sciences informatiques, histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques, physique-chimie, humanité littérature et philosophie, sciences de la vie et de la terre, langues, littérature et cultures étrangères, sciences économiques et sociales, littérature, langues et cultures de l'Antiquité, sciences de l'ingénieur.

L'évaluation reposera sur un contrôle continu et sur des épreuves terminales. Le contrôle continu constituera 40 % de la note finale et repose sur des épreuves communes réalisées en première et terminale. Les épreuves finales constituent 60 % de la note et seront constituées de deux épreuves écrites sur les enseignements de spécialité choisis par le lycée, une épreuve écrite de philosophie et un oral de 20 minutes qui portera sur un projet préparé dès la classe de première.

La réforme vise, selon le gouvernement, à « mieux orienter les bacheliers vers l'enseignement supérieur » et permettra au lycée de choisir en fonction de « ses goûts et de ses ambitions » selon les arguments présentées par le gouvernement.

Cependant, la réalité est loin de là. L'ensemble des filières et des possibilités ne seront pas à la portée de tout le monde ! Ce qui veut dire concrètement que les filières proposées dépendront du lycée et de ses moyens. Si un lycée ne trouve pas l'option qu'il souhaite dans son établissement, il doit donc chercher un autre lycée. Or on sait tous que la mobilité pour les jeunes est de plus en plus difficile, notamment à cet âge. Les familles aisées auront la possibilité d'avoir plus de choix et d'être mieux informées et les jeunes issus de couches populaires devront se contenter des options qu'on leur proposera !

De plus, la réforme met fin à la dimension nationale du Bac (tous les lycéens ne passeront pas le même Bac). Les sujets des épreuves et les corrections seront faites par les profs du lycée localement. Cela va creuser encore plus la discrimination entre les lycées bien réputés et les lycées les « moins côtés » ce qui va encore limiter l'accès à l'enseignement supérieur avec le système d'admission Parcoursup.

Un autre point essentiel lié à cette réforme concerne le choix de plus en plus prématuré que le système éducatif impose aux jeunes pour choisir leur filière et spécialités. Avec cette réforme les jeunes sont contraints à l'âge de 15 ans de faire un choix de spécialisation qui va influencer sur leur futur et leur parcours dans l'enseignement supérieur

RÉPRESSION ET INCAPACITÉ À GÉRER LES CRISES

Avant la crise sanitaire inédite que nous traversons actuellement, un grand mouvement de contestation se développait parmi les enseignants et les lycéens contre cette réforme qu'ils jugent mal préparée et inégalitaire. Plus de 170 lycées ont annoncé l'annulation ou le report des épreuves. Le gouvernement n'a pas hésité à envoyer les forces d'ordres pour réprimer ce mouvement même à l'intérieur des lycées comme à Lyon 2, Paris 13 et à Rennes.

Actuellement, après la fermeture des établissements scolaires due à la pandémie du Covid19, les étudiants et les équipes pédagogiques sont dans une impasse totale. Le plan de la continuité pédagogique à distance communiqué par le ministère est très compliqué à le mettre en œuvre et les outils mis à disposition comme l'ENT (environnement numérique du travail) sont saturés et ne sont pas adaptés à un tel flux de données. Les jeunes qui n'ont pas d'outils informatiques adaptés subissent encore plus cette crise. Les enseignants sont obligés de trouver des solutions pour s'adapter et continuer leurs missions pédagogiques en utilisant des outils existants (Whatsapp, Discord, etc.) mais cela multiplie les solutions et remet encore une couche d'ambiguïté et d'incertitude aux jeunes.

UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ POUR TOUS !

L'UJR, dans sa plateforme datant de novembre 2012, revendique « le droit pour tous les jeunes à une éducation de qualité, réellement gratuite et laïque, débarrassée des préceptes néolibéraux ». Nous refusons cette réforme et nous soutenons les mobilisations organisées par les lycéens et les enseignants pour la contester. Nous dénonçons fermement les violences policières contre les enseignants et les lycéens qui refusent cette réforme et qui continueront à la refuser dans les lycées dès que la situation le permettra. Nous refusons que les jeunes soient pénalisés, sans aucune visibilité sur leur avenir, à cause de l'incapacité du gouvernement à gérer cette crise sanitaire.

Le système éducatif doit servir à développer le sens critique de la jeunesse, à construire un esprit émancipateur et non pas un système au service des entreprises et de la logique de marché.

UN DIAPORAMA ET UN PODCAST SOLIDAIRES DES LUTTES DU BURKINA

L'UJR a réalisé un diaporama pour développer la solidarité avec la jeunesse en lutte au Burkina Faso – un support idéal pour des diapo-débats, comme celui que nous avons animé le samedi 15 février à Paris, lors de l'événement « *Burkina Faso : une jeunesse en lutte !* »

Le diapo commence par un retour historique pour replacer le contexte de la domination française, mais aussi les luttes contre l'impunité des années 2000 suite à l'assassinat du journaliste Norbert Zongo laissent place à l'évocation de combats plus actuels de l'ODJ : l'insurrection populaire de 2014 qui a chassé Blaise Compaoré du pouvoir, la lutte contre la tentative de coup d'état de 2015 ou les luttes plus récentes contre la vie chère, contre la présence militaire française et pour exiger vérité et justice pour les deux militants assassinés en mai 2019.

Les différents terrains d'action de l'ODJ nous ont permis de rencontrer, à travers les voyages militants de l'UJR, des paysans, des cotonculteurs, des cellules féminines, des travailleurs des mines ou du secteur informel.



Octobre 2015: premier séjour militant de l'UJR au Burkina Faso

Le diaporama permet un aperçu de la situation et explique les raisons du soutien de l'UJR aux luttes de l'ODJ. L'occasion d'affirmer un engagement et une solidarité concrètes et de mieux faire connaître à la jeunesse d'ici des combats qui, bien qu'à des milliers de kilomètres, nous unissent pour lutter contre un ennemi commun : le système capitaliste-impérialiste.



Réalisé par des militants de l'UJR et une amie journaliste, le podcast « *Echos du Burkina Faso: une jeunesse en lutte !* » est un podcast en trois épisodes à partir des interviews recueillies en octobre 2019 aux Journées anti-impérialistes co-organisées par l'ODJ à Ouagadougou. Le premier épisode est consacré aux conditions de vie au Burkina Faso et il est déjà en ligne ! Vous pouvez l'écouter sur Spotify et sur Anchor, les liens sont sur notre site : www.ujr-fr.org et sur [notre page facebook](#).

Le but de ce podcast c'est de faire entendre des voix qu'on n'entend jamais ici : une étudiante membre de l'UGEB (Union générale des étudiants burkinabè) un militant des CDAIP (Comités de défense des acquis de l'insurrection populaire),

un habitant d'un quartier non-loti. C'est aussi de mettre en avant une jeunesse qui lutte sans relâche contre l'impérialisme français, système qui pille les richesses et sème la guerre là-bas et génère précarité et misère ici. La musique du podcast est signée Almamy KJ, chanteur et musicien de l'ODJ. L'épisode, au delà de décrire les dures réalités des conditions de vie du peuple, est marqué par l'espoir incarné par les luttes actuelles. « *Aujourd'hui, il ne se passe pas un mois sans que le peuple burkinabè ne descende dans la rue !* »

Les deux autres épisodes d'*Echos du Burkina Faso : une jeunesse en lutte !* seront diffusés très prochainement. Restez à l'écoute !

Retrouvez notre tract contre le SNU sur www.ujr-fr.org et sur facebook

JEUNESSE ENGAGÉE
MAIS PAS POUR L'ARMÉE
NI POUR L'ÉTAT POLICIER!



NON AU SNU!

Travail de solidarité

LA LUTTE DU PEUPLE BURKINABÈ MISE À L'HONNEUR

En ce samedi 15 février, à Paris, nous avons organisé un évènement pour faire connaître la lutte du peuple burkinabè.

Présenté sous différents formats (diaporama, podcast, expo photos), cet après-midi intitulé « Burkina Faso : une jeunesse en lutte ! » a permis de réunir 25 personnes, remplissant ainsi la salle.

Nos amis et camarades de l'Association des étudiants burkinabè en France (AEBF) et de l'Organisation démocratique de la jeunesse (ODJ) avaient répondu présent à notre invitation et leur participation a été plus qu'appréciée. Ils ont en effet pu préciser, en parallèle et complément des réponses apportées par les deux animateurs de l'UJR, à de nombreuses questions concrètes. Elles portaient tant sur l'état du système de santé, celui de l'éducation, la situation sécuritaire et le terrorisme que sur la recommandation de médias offrant une information honnête ou sur la manière d'agir concrètement en France pour faire avancer la solidarité.



Intervention de l'ancien président de l'UGEB
Union générale des étudiants burkinabè

Nous avons clôturé le débat en évoquant des mobilisations à venir pour dénoncer l'impérialisme et le colonialisme : la lutte contre le chlordécone en Martinique, le Contre-sommet francAfrique de juin 2020 à Bordeaux, et la campagne contre le Service national universel (SNU) pour laquelle nous avons écrit un tract à destination des collégiens et lycéens. (à retrouver en page 3)



Militants, sympathisants et participants se retrouvent pour une photo

Ces échanges se sont prolongés autour d'un goûter militant dans la salle accueillant des photographies tirées en grand format - des images captées lors des Journées anti-impérialistes d'octobre 2019.

A la fin de ce moment chaleureux et fraternel tout le monde est reparti satisfait d'en avoir appris autant sur la lutte d'un peuple éloigné géographiquement mais proche idéologiquement au travers des ses luttes pour de meilleures conditions d'existence. Nous combattons le même système que l'on nomme capitaliste impérialiste et c'est à nous, organisations révolutionnaires, à faire grandir la conscience de classe pour développer la solidarité internationaliste et combattre ce système.

Si vous désirez découvrir le podcast nous vous invitons à visiter notre site sur lequel vous pourrez trouver les liens vers le premier épisode ainsi que, prochainement, ceux des épisodes suivant.

**POUR NOUS
CONTACTER**



UJR France



contact@ujr-fr.org



ujr-fr.org

**LE PROCHAIN CAMP D'ÉTÉ
DE L'UJR SE TIENDRA
DU 10 AU 14 JUILLET 2020 !**



Les détails arrivent bientôt sur le site et sur la page facebook mais vous pouvez déjà nous contacter si vous êtes intéressés !